

Intervention de Jacques Jakubowicz

Conseiller communautaire d'Est Ensemble

« De façon unanime, toutes les interventions ont exprimé leur préférence pour une gestion publique de l'eau.

Mais comme le disait un ancien ministre de la France : « La route est droite, mais la pente est forte ».

Nous sommes ce soir arrêtés au milieu de cette route. Soit nous continuons d'avancer vers l'objectif, avec la volonté politique, comme moteur de cette ascension, soit nous reculons en succombant à la séduction des filets de protection tendus par la multinationale VEOLIA.

Le vote de ce soir est l'acte concret qui nous engage dans un processus de réappropriation du bien public de l'eau ou bien qui le relègue à un futur lointain et improbable.

Pour certains d'entre nous, se lancer dans la gestion publique à partir du 1er janvier 2011 serait assimilable à de l'aventurisme, de l'irresponsabilité, du fait des incertitudes techniques, tarifaires, ou de gouvernance.

Nous sommes d'accord pour tenir compte des incertitudes dans la prise de décision. Mais nous ne les voyons pas au même endroit.

Oui, il y a incertitude de sortir du SEDIF dans deux ans ou dans quatre si jamais nous faisons le choix ce soir d'y retourner, alors qu'il est beaucoup plus probable que nous soyons contraints d'y rester jusqu'en 2022.

Oui, il y a incertitude sur le prix de l'eau quand le nouveau contrat entre le SEDIF et VEOLIA prévoit une réévaluation possible des tarifs tous les trois mois.

Oui, il y a incertitude sur la qualité de l'eau potable, lorsqu'il est porté à notre connaissance l'utilisation d'aluminium dans l'eau de VEOLIA. Ce neurotoxique inutile pour la qualité de l'eau et pouvant avoir des conséquences en termes de santé publique alors qu'Eau de Paris utilise à sa place des chlorures ferrés, neutres pour la santé.

Oui, il y a incertitude sur les moyens développés par Veolia pour promettre des baisses de tarifs, lorsque ses usines de production d'eau potable se mettent toutes en grève, au motif que cette baisse va se faire sur le dos du personnel et de l'emploi.

Oui, il y a incertitude sur l'entretien des réseaux, lorsqu'on constate le haut niveau de fuites, et les risques sur le suivi de l'entretien du réseau, si les tarifs venaient à baisser, car pour une multinationale comme VEOLIA une baisse du prix de l'eau ne peut se concevoir, avec pour conséquence une baisse des dividendes versés aux actionnaires.

Oui, il y a incertitude que notre décision, si elle s'oriente vers le SEDIF, ne soit pas comprise et acceptée par de nombreux citoyens, pour qui cette première décision identitaire de notre agglomération aurait pu, et du, donner un signe fort de l'engagement progressiste contre l'emprise du privé sur l'intérêt public.

Pour toutes ces incertitudes, nous sommes enclins à penser que l'aventurisme serait de replonger dans la gestion privée de l'eau, alors que d'autres choix sont encore possibles.

Mais pour avoir une position responsable il ne suffit pas d'être contre, il faut proposer une alternative meilleure.

Cette alternative nous l'avons avec la possibilité d'une gestion publique de l'eau, économiquement fiable, techniquement possible, socialement souhaitable et écologiquement nécessaire.

On nous oppose les délais ? Il est tout à fait possible de négocier l'achat d'eau potable avant la fin de l'année puisqu'il n'est pas nécessaire de passer par un marché public. Et il est tout à fait possible de lancer un marché d'entretien avec appel à la concurrence dès maintenant, et en se donnant le temps nécessaire de deux ou trois mois, puisque nous aurons de l'eau fournie par notre achat.

On nous oppose les tarifs d'achat d'eau qui seraient trop chers, la volonté de ne pas négocier du SEDIF, l'impossibilité de mise en concurrence, car seul Veolia serait en capacité de répondre ?

Mais on nous avait aussi affirmé qu'Eau de Paris ne posséderait pas la capacité suffisante de production pour subvenir à notre demande, que techniquement la chose était très compliquée et donc infaisable, que les tarifs ne seraient pas concurrentiels... et pourtant le 10 novembre dernier, comme par enchantement, selon les mêmes bureaux d'étude, tout cela était revu et corrigé...

Il y a donc bien un espace pour une gestion publique et une période transitoire, même si cela nécessite de négocier les prix. Mais qui peut raisonnablement penser que Veolia pourrait se permettre de

faire une croix sur 10% de sa production en Ile de France en refusant même temporairement de nous vendre de l'eau et de tenter de gagner le marché d'entretien de deux ans ?

Enfin, le choix de réadhérer au SEDIF avec VEOLIA ou de rester en dehors et d'ouvrir la possibilité d'une gestion publique n'est-il pas d'une importance suffisante, qu'il nous exonèrerait de poser publiquement les arguments et les hypothèses, qu'il nous exonèrerait de consulter la population ne serait-ce qu'après du conseil de développement, qui ne sera mis en place qu'en janvier, donc après notre vote ?

Parce qu'il y a vraiment une voie, et une occasion unique de construire autrement la gestion publique de l'eau avec Paris, et aussi parce que nous souhaitons mettre nos actes en conformité avec les orientations politiques nationales de nos partis politiques, nous nous abstiendrons sur la poursuite de l'étude pour les raisons largement détaillées par M. Daniel Bernard et M. Marc Everbecq, et nous voterons non pour le retour au SEDIF. »